

Adresse Budgétaire

2018 - 2019

LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'honorable Robert C. McLeod
Ministère des finances

**Troisième session du
Dix-huitième Assemblée législative**

8 Février, 2018



English

French

Cree

Tłuchó

Chipewyan

South Slavey

North Slavey

Gwich'in

Inuvialuktun

Inuktitut

Inuinnaqtun

Fiscal Policy: (867) 767-9158
Department of Finance

Introduction

Monsieur le Président, ce troisième budget de la 18^e Assemblée législative montre que nous allons résolument de l'avant pour assurer aux résidents des Territoires du Nord-Ouest un avenir meilleur, malgré une baisse des recettes et un climat d'incertitude économique.

Au début de la législature, nous avons défini une vision de ce que nous voulions accomplir ensemble pour l'avenir à long terme des Territoires du Nord-Ouest. Ce budget continue de traduire cette vision : en effet, nous investissons dans les priorités du mandat de notre Assemblée, et nous protégeons et améliorons les programmes et les services existants, tout en demeurant fermes dans notre engagement à rétablir la viabilité budgétaire.

Ce budget affecte des ressources à la modernisation de notre gestion des terres et des ressources naturelles et à l'élaboration de plans à long terme sur l'énergie et les changements climatiques en vue de réduire le coût de la vie et d'aider les résidents à s'adapter aux effets des changements climatiques.

Il alloue les fonds dont nous avons besoin pour redoubler d'efforts afin d'offrir aux résidents de meilleurs programmes d'éducation et de formation qui les prépareront aux emplois de demain.

Il nous donne les moyens d'aider nos collectivités à devenir plus fortes, plus sûres et plus altruistes, et de mieux soutenir les personnes aux prises avec des problèmes personnels, comme des troubles de santé mentale et des dépendances.

Il libère des ressources qui nous permettront de continuer à améliorer nos relations avec les gouvernements autochtones des Territoires du Nord-Ouest pour que nos priorités communes profitent à tous les résidents du territoire.

Enfin, ce budget prévoit des investissements qui nous permettront de continuer à renforcer les secteurs traditionnellement porteurs de notre économie, dans le respect de l'environnement, et à favoriser la diversification de l'économie et la création de nouvelles avenues de développement économique.

Je tiens à remercier mes collègues du Conseil exécutif, les comités permanents, ainsi que les personnes et les groupes concernés pour leurs avis et leurs conseils.

Stratégie budgétaire et points saillants du budget

Monsieur le Président, le budget 2018-2019 propose des dépenses de fonctionnement de 1,713 milliard de dollars, financées par des recettes estimées à 1,75 milliard de dollars. L'excédent de fonctionnement devrait donc s'élever à 23 millions de dollars, son niveau le plus bas des sept dernières années, ce qui lance deux signaux d'alarme par rapport à notre plan financier. Premièrement, comme la plupart le savent, nous avons deux budgets de dépenses distincts : le budget de fonctionnement que je présente aujourd'hui, et le budget des immobilisations approuvé à la dernière session, lequel totalise 237 millions de dollars de dépenses dans les infrastructures pour 2018-2019. Nos excédents de fonctionnement nous servent à financer au moins une partie de notre budget des infrastructures annuel. Ainsi, un faible excédent nous laisse moins de fonds disponibles pour investir dans notre plan d'infrastructures sans faire augmenter notre dette.

Deuxièmement, la diminution des excédents de fonctionnement signifie que le gouvernement ne pourra réduire son déficit de trésorerie global au cours de la présente législature. En fait, nous prévoyons maintenant que les emprunts à court terme augmenteront, mais que cette hausse sera inférieure aux sommes accumulées durant chacune des deux dernières législatures.

Au début du mandat de la 18^e Assemblée législative, nous savions que nos dépenses augmentaient plus rapidement que nos recettes, et que nous devions adopter une stratégie budgétaire qui ramènerait le rythme de croissance des dépenses en équilibre avec celui des recettes, qui nous donnerait les moyens d'investir dans nos priorités, et qui nous aiderait à générer de nouveau un excédent de trésorerie pour réduire notre dette à court terme cumulative.

Le budget que je présente aujourd'hui tient compte d'une baisse des recettes de 84 millions de dollars par rapport à ce que nous avons au début de la législature. Cette diminution sur trois ans est sans précédent pour notre gouvernement, et elle met en évidence la nécessité des mesures que nous avons dû prendre.

Au moment de fixer nos objectifs budgétaires, nous savions qu'ils nous obligeraient à faire des choix difficiles. À moyen terme, nous devrions commencer à observer de modestes hausses des recettes, mais nous devons continuer à gérer nos ressources financières très prudemment pour rester en mesure d'offrir des programmes et des services de qualité et de trouver des solutions aux problèmes de notre territoire.

Dans notre budget, nous continuons à relever ce défi. Nous réalisons les investissements nécessaires pour soutenir les programmes actuels et prendre des initiatives qui cadrent avec les priorités de notre mandat, sans toutefois compromettre notre stratégie budgétaire.

Dépenses

Ce budget propose une augmentation nette de 57 millions de dollars par rapport au budget 2017-2018, dont 21 millions de dollars en nouvelles initiatives et 20 millions de dollars pour bonifier ou maintenir les programmes actuels. Nous comptons aussi consacrer 37,8 millions de dollars au rajustement des budgets ministériels qui ne suffisent pas à soutenir le poids croissant des dépenses réelles.

Cette hausse des dépenses est compensée par des économies de 28 millions de dollars et par l'expiration de certains programmes. Au total, le budget 2018-2019 prévoit des dépenses de fonctionnement de 1,713 milliard de dollars, dont 1,1 milliard (64 %) sera alloué à des programmes sociaux, notamment dans l'éducation, la santé, les services sociaux, le logement, les services de police et les services correctionnels.

Économie, environnement et changements climatiques

Monsieur le Président, notre économie a besoin de soutien. Depuis l'effondrement des prix du pétrole, l'emploi dans la région de Beaufort-Delta est tributaire des projets d'infrastructure du GTNO, comme la construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. Si l'annonce de l'approbation du projet de réparation du pipeline Norman Wells par l'Office national de l'énergie a été une bonne nouvelle pour la région du Sahtu, celle-ci a malheureusement été modérée par l'annonce, en décembre, de l'abandon du projet gazier conjoint Mackenzie, qui signifie que le gaz de la région restera privé d'accès aux marchés du Sud dans un avenir prévisible. En outre, d'ici seulement dix ans, nous pourrions perdre l'une de nos mines de diamants de calibre mondial.

Cela dit, nous récoltons aujourd'hui les fruits de nos investissements passés, sous la forme d'emplois et de débouchés dans nos collectivités. Qui plus est, la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk est maintenant ouverte. Cet important maillon de notre réseau de transport, dont la conception et la construction ont suscité un intérêt national, profitera aux Ténos de la région en réduisant le coût de la vie et en assurant un accès permanent aux marchés, ce qui créera des possibilités économiques. Ce budget propose d'ailleurs 1,7 million de dollars de plus pour couvrir la hausse des coûts d'exploitation et d'entretien de la route et garantir ainsi le succès durable de ce corridor de transport.

L'essor de notre économie passera d'abord par le principal moteur économique du territoire : le secteur minier. En effet, les mines de diamants représentent près du cinquième de l'économie ténos et emploient directement près de 3 000 personnes. Et si l'on tient compte de leurs liens avec d'autres secteurs, leur importance n'en devient que plus grande. Après la fermeture de nos mines d'or, nous savons ce qui

arrivera à notre économie lorsque les mines de diamants arriveront en fin de vie s'il n'y a rien pour les remplacer.

Heureusement, on observe à l'échelle mondiale un essor de l'activité minière et un intérêt croissant pour ce secteur. Des projets d'agrandissement des mines de diamants du territoire font d'ailleurs augmenter les investissements en immobilisations dans son secteur minier. Il existe aussi d'autres projets, à divers degrés d'avancement, qui ont besoin de capitaux pour se poursuivre. En outre, le secteur de la prospection semble commencer à se développer : de plus en plus de prospecteurs cherchent à se prévaloir du Programme d'encouragement aux activités minières.

Il nous faut soutenir le secteur minier pour entretenir un cycle de prospection et d'exploitation où, dans la mesure du possible, une nouvelle mine est mise en production lorsqu'une mine existante ralentit ses activités. Nous voulons que la mise en valeur systématique de nos ressources minières offre aux Ténos des emplois bien rémunérés et des occasions d'affaires pour les années à venir.

Pour y parvenir, nous proposons un financement de 1,1 million de dollars qui nous permettra de poursuivre nos activités dans le cadre de la Stratégie d'exploitation des minéraux, de réviser la *Loi sur les ressources minérales* et de garder au centre de nos priorités la version élargie du Programme d'encouragement aux activités minières. Grâce à ce financement, le GTNO pourra continuer à faire valoir à l'industrie minière mondiale que les Territoires du Nord-Ouest sont un bon endroit où investir. Fait non moins important, il nous permettra aussi de mieux évaluer la mesure dans laquelle la Stratégie d'exploitation des minéraux a aidé l'Assemblée législative à s'acquitter de son mandat dans les dernières années.

Nous devons également accroître nos efforts de diversification de l'économie. Les secteurs tels que le tourisme jouent un rôle important dans notre économie; d'ailleurs, nos investissements dans le secteur touristique ont contribué à l'augmentation du nombre de visiteurs au cours des dernières années. Pour encourager encore davantage la diversification, ce budget propose d'affecter 1,3 million de dollars à la mise en œuvre de la Stratégie agricole. Ces fonds nous aideront à réduire les obstacles à l'agriculture commerciale en améliorant l'accès aux terres cultivables et en créant un cadre de réglementation pour la production sécuritaire, la distribution et la vente des produits agricoles. Ils serviront aussi à protéger l'environnement, la faune et les gens au moyen de règles sur la gestion des déchets et de plans visant à réduire le risque de nouveaux agents pathogènes ainsi que de parasites et d'espèces envahissantes potentiellement dangereuses – risque qui augmente avec l'introduction d'autres cultures et d'animaux dans l'environnement.

Au-delà des mesures soutenant directement l'économie, nous avons comme impératif absolu de protéger les terres. Notre vision : un environnement bien géré qui contribue au bien-être économique et à la qualité de vie des Ténois. Nous proposons donc d'investir 1,2 million de dollars de plus dans les activités menées pour accroître notre capacité de résistance et d'adaptation aux changements climatiques, promouvoir la protection de certaines zones et assurer la gestion des caribous. Ces nouveaux fonds permettront au GTNO d'appliquer son approche quinquennale adaptée en matière de planification du réseau de conservation, notamment en mettant au point le processus établi pour les zones protégées envisagées, comme le parc Thaidene Nene, et en définissant l'étendue ultime et les composantes du réseau de conservation.

La santé de l'économie se mesure non seulement par la croissance du PIB, mais aussi par la création de bons emplois pour les résidents. Nous avons le devoir d'investir dans le perfectionnement des compétences afin que les résidents aient toutes les chances possibles d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour profiter des emplois offerts. Aussi proposons-nous d'ajouter à ce budget 2,2 millions de dollars pour mettre en branle la stratégie Des compétences pour réussir, créer un programme qui accroîtra le nombre de stages offerts au GTNO, et continuer d'améliorer notre programme d'aide financière aux étudiants.

Chaque année, en moyenne, 750 étudiants de niveau postsecondaire des Territoires du Nord-Ouest terminent leurs études et chercheront un emploi. Grâce à ce financement supplémentaire, une nouvelle équipe sera mise sur pied pour les aider à saisir les occasions d'emploi dans le territoire, c'est-à-dire les nombreux postes qui exigent des études postsecondaires. Elle fera aussi connaître aux élèves du secondaire et à d'autres jeunes la multitude d'emplois et de programmes de formation offerts aux Territoires du Nord-Ouest, les exigences de scolarité à satisfaire et les moyens d'acquérir les compétences et les qualifications nécessaires pour les occuper.

Éducation, formation et développement des jeunes

Notre gouvernement n'a peut-être pas de priorité plus importante que de permettre à plus de jeunes de finir leur secondaire, forts d'une éducation de qualité qui leur donne accès aux études postsecondaires. Selon nos prévisions, dans les 15 prochaines années, plus des trois quarts des emplois aux Territoires du Nord-Ouest exigeront des études postsecondaires, et moins du dixième n'exigeront pas de diplôme d'études secondaires. Si nos jeunes prennent du retard dès la troisième année, leurs choix de carrière à l'âge adulte commencent déjà à être limités. Pour améliorer les résultats scolaires de nos enfants et de nos jeunes, nous devons faire fond sur les réussites attribuables à notre investissement annuel de 155 millions de dollars dans le système scolaire, de la prématernelle à la 12^e année.

Il y a sept ans, le Conseil scolaire de division de Beaufort-Delta a entrepris un projet pilote qui a transformé l'apprentissage à distance dans le district grâce à des enseignants de soutien rattachés aux écoles et à des rencontres en personnes avec les élèves. Par son initiative Renouveau en éducation, le GTNO a donné naissance au programme Apprentissage à distance du Nord. Les résultats sont réjouissants : si, avec d'autres méthodes, les élèves terminaient rarement même le tiers des cours, ce programme a porté le taux de réussite à 70 %.

Nous proposons dans ce budget de miser sur cette réussite en investissant dans le programme 1,6 million de dollars au profit des petites collectivités. Les élèves qui y vivent auront ainsi un meilleur accès à une éducation de qualité, comparativement à ce qu'on voit depuis l'élargissement de l'enseignement secondaire dans les années 1990.

Maintenant que la prématernelle est offerte dans les 33 collectivités, nous honorons la promesse faite dans le dernier budget par un investissement additionnel de 2,1 millions de dollars. Comme les inscriptions totales sont moins nombreuses que prévu, nous consacrerons aussi 881 000 \$ au financement de l'intégration scolaire à la prématernelle.

Monsieur le Président, il ressort clairement de nos discussions avec les jeunes qu'ils doivent composer seuls avec les plus graves facteurs de stress sociaux, comme la toxicomanie, la violence familiale, le chômage et l'itinérance, puisque les adultes qui les entourent sont aussi aux prises avec ces problèmes. Nous proposons donc de consacrer 1,5 million de dollars supplémentaires à l'embauche de conseillers en santé mentale auprès des enfants et des jeunes dans nos écoles. Ces postes nous rendront beaucoup plus à même d'aider les jeunes et les familles à faire face à leurs problèmes de santé mentale et de dépendance, à demeurer en bonne santé mentale et à développer leur capacité d'adaptation et leur résilience.

Les Territoires du Nord-Ouest sont le seul endroit au Canada qui compte 11 langues officielles. Notre budget tient compte d'un financement fédéral de 4,3 millions de dollars pour la promotion du français et des langues autochtones dans le territoire. Ces fonds nous aideront à appliquer nos plans d'action linguistiques, lesquels nous permettront de mieux nous comprendre, de préserver notre patrimoine et de transmettre nos histoires sur la terre qui nous nourrit.

Mieux-être communautaire et sécurité

La prestation des services de santé et des services sociaux aux résidents compte pour plus du quart des dépenses de fonctionnement totales du GTNO. Le budget de cette année élargit et renforce ces services et garantit que les programmes sont dotés des ressources nécessaires grâce à un rajustement de 12,6 millions de dollars

pour les services hospitaliers et médicaux à l'extérieur du territoire, les placements dans des établissements du Sud, le régime d'assurance-maladie complémentaire et le régime d'assurance-maladie pour les Métis. Nous proposons aussi de rajuster le budget ministériel pour affecter 6,8 millions de dollars au soutien continu des établissements de soins de longue durée, des soins à domicile, des soins communautaires et des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, en plus de 500 000 \$ réservés au financement continu du programme de santé mentale pour les jeunes en difficulté. Enfin, les rajustements budgétaires comprennent aussi 6,7 millions de dollars qui serviront au paiement annuel des services du nouvel hôpital territorial.

Nous continuons d'investir dans de nouvelles initiatives qui cadrent avec les priorités de l'Assemblée. Dans ce budget, nous proposons de consacrer 1,5 million de dollars à l'amélioration des services aux enfants ayant un retard de développement, et à l'élaboration d'une stratégie plus concertée et efficace qui servira à mieux répondre aux divers besoins des enfants et des adultes ayant des troubles complexes, comme l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale et le trouble du spectre de l'autisme. Près de la moitié de ce financement supplémentaire servira spécialement à élargir, dans les petites collectivités, l'offre de services d'orthophonie, d'ergothérapie et d'audiologie pour les jeunes enfants qui en ont besoin, et à améliorer les services associés à d'autres troubles neurologiques complexes.

L'itinérance et l'ivresse en public sont problématiques dans nos collectivités. À Yellowknife, le double drame que constituent les problèmes de santé mentale et de dépendance se joue dans les lieux publics et au centre-ville, et a accru la pression sur les services publics – GRC, service ambulancier de la Ville et urgences de l'hôpital territorial Stanton – dans les deux dernières années. Nous tâchons, avec nos partenaires, de créer de meilleurs programmes pour améliorer la situation. Ce budget propose comme importante mesure d'accorder 762 000 \$ au centre de dégrisement de Yellowknife pour qu'il offre jour et nuit un refuge et des services de transport sécuritaires aux résidents intoxiqués et sans-abri.

Par ailleurs, nous continuons d'assurer la sécurité de la population en injectant 2,6 millions de dollars dans le budget du ministère de la Justice pour améliorer l'accès aux services de justice et soutenir davantage la GRC et les comités de justice communautaire.

Monsieur le Président, nous proposons de transformer la façon de traiter les affaires de meurtre et de disparition en investissant 304 000 \$ dans une unité des affaires non résolues, qui poursuivra les enquêtes sur les disparitions et les meurtres non résolus. Actuellement, c'est le Groupe des crimes graves de la GRC qui est responsable de ces enquêtes; 63 affaires en cours demeurent non résolues. Une

unité de la GRC spécialisée dans les affaires non résolues permettra à ce groupe de se concentrer sur les nouveaux cas, alors que la nouvelle unité s'emploiera à résoudre les affaires non classées de meurtre et de disparition. La création de cette unité nous permettra de résoudre davantage de cas.

Nous proposons aussi d'utiliser 224 000 \$ pour transférer la responsabilité de la sécurité des détenus au bureau du shérif à Yellowknife afin de permettre aux agents de la GRC d'axer leurs efforts sur leurs autres tâches policières nécessitant des compétences spécialisées.

Coût de la vie

Le coût de la vie dans les collectivités du Nord est élevé. Le GTNO investit plus de 186 millions de dollars par année dans des programmes qui aident directement les familles à faible revenu et compensent ce coût pour tous les Ténos. Malgré tout, près d'un résident sur cinq ne peut pas toujours manger à sa faim.

Cette situation est inacceptable, surtout dans un territoire où l'on peut se nourrir sainement par la chasse, la pêche et la cueillette. Nous proposons donc d'améliorer la sécurité alimentaire, comme le prévoit le mandat de la 18^e Assemblée législative, en investissant 412 000 \$ dans une stratégie relative aux aliments prélevés dans la nature. Nous comptons nous entendre avec les résidents sur une vision et des objectifs communs, proposer des mesures qui orienteront les programmes portant sur ces aliments et favoriser la viabilité à long terme des systèmes de production connexes.

Nous proposons aussi d'investir 3,3 millions de dollars dans des ressources supplémentaires afin d'aider davantage les résidents à faible revenu et de compenser le coût de la vie élevé pour tous les Ténos. Les fonds additionnels serviront à accroître l'aide au revenu et le financement de la lutte contre la pauvreté, ainsi qu'à atténuer les pressions qui pèsent sur le Programme de dégrèvement de la taxe foncière pour les personnes âgées et les personnes handicapées et le Programme territorial de subvention à la consommation d'électricité.

Le logement abordable étant une priorité de l'Assemblée, nous proposons d'utiliser 3,8 millions de dollars pour inciter les propriétaires à remplacer leur réservoir de combustible et pour couvrir les coûts supplémentaires des services d'eau et d'assainissement dans les logements sociaux. Ce financement vise aussi la construction d'unités locatives destinées à la GRC, lesquelles généreront des recettes récurrentes pour la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest et des emplois en construction et en entretien à long terme dans les collectivités.

Gouvernance

Monsieur le Président, les membres de l'Assemblée se sont concertés de diverses façons pour travailler autrement en vue de consolider notre gouvernement de consensus et de renforcer la collaboration avec les gouvernements autochtones des Territoires du Nord-Ouest.

Nous entendons continuer d'améliorer la responsabilisation, la transparence, la collaboration et la saine gestion publique en versant 1,9 million de dollars de plus aux administrations communautaires. Cette somme servira entre autres à mieux financer leurs activités de fonctionnement et d'entretien et leurs services d'eau et d'égout, ce qui s'inscrit dans notre engagement à financer adéquatement les services municipaux.

Lorsque nous avons pris en charge la responsabilité des terres et des ressources en vertu de l'Entente sur le transfert des responsabilités, nous savions qu'un travail d'envergure nous attendait. En partenariat avec d'autres ordres de gouvernement, nous avons procédé au transfert sans difficulté. Notre budget prévoit 1,3 million de dollars qui aideront le GTNO à accroître ses capacités d'aménagement territorial en ajoutant un poste de planificateur de l'utilisation des terres et à poursuivre ses efforts d'application du régime foncier en ce qui concerne l'occupation non autorisée de terres publiques. Ce montant servira aussi à convertir les baux de location-acquisition qui arrivent à expiration en titres en fief simple pour que les résidents détenant ces baux soient à l'aise de construire des maisons, de se lancer en affaires et de contribuer au développement économique du territoire.

Notre mandat vise une collaboration avec les autres paliers de gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et une amélioration de toutes nos relations intergouvernementales. Nous proposons donc d'investir 1 million de dollars pour honorer les ententes sur les terres, les droits, les ressources et l'autonomie gouvernementale, et pour renforcer notre capacité à travailler avec le gouvernement fédéral. En dissipant l'incertitude entourant la propriété des terres et l'accès aux terres, nous encouragerons le développement économique, la création d'emplois, la prestation de services et l'augmentation des revenus des Ténos.

Ce budget propose d'investir 485 000 \$ dans des partenariats et des initiatives clés, comme : le Northwest Territories-Nunavut Council of Friendship Centres (conseil des centres d'amitié des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut); la priorité accordée, dans le mandat, à la participation des femmes en politique; et notre contribution annuelle au Prix Inspiration Arctique.

Infrastructures

En octobre, l'Assemblée a approuvé des investissements de 237 millions de dollars dans les infrastructures pour l'exercice 2018-2019. Le budget des immobilisations 2018-2019 prévoit des investissements de 133 millions de dollars dans les routes, les routes d'hiver, les ponts et les ponceaux, et de 44 millions de dollars dans les établissements de santé, y compris le projet de rénovation de l'hôpital territorial Stanton. De plus, 60 millions de dollars seront investis notamment dans les infrastructures des administrations communautaires, la construction et la rénovation d'établissements d'enseignement, la mise à niveau des technologies de l'information, et les améliorations énergétiques et travaux d'entretien reportés. Avec les 24 millions de dollars investis dans la Société d'habitation des TNO, le total des dépenses en immobilisations du GTNO s'élèvera à 261 millions de dollars.

Comme beaucoup le savent, le gouvernement fédéral a annoncé de nouvelles dépenses considérables dans les programmes à frais partagés en vue d'investir dans les infrastructures territoriales. Même si les détails des programmes restent à déterminer, je tiens à vous assurer que notre stratégie budgétaire permettra au GTNO de contribuer à ces projets d'importance cruciale.

Recettes

Monsieur le Président, à l'exception du taux par mille de l'impôt foncier et scolaire que nous majorons chaque année en fonction de l'inflation, ce budget ne propose de modifier aucun des taux d'imposition en vigueur.

Toutefois, dans la mesure du possible, la gestion prudente des dépenses doit s'accompagner de nouvelles recettes en contrepoids. En 2018-2019, nous préparerons des propositions détaillées en vue d'instaurer des droits de cession immobilière, comme l'on fait d'autres provinces et territoires. Ces droits, qui généreront des recettes supplémentaires de 3,1 millions de dollars par année, pourront reposer sur un barème progressif : un plus faible pourcentage s'appliquera aux propriétés à valeur moindre, ce qui réduira l'incidence du prélèvement sur les propriétaires à revenu modeste.

Dans le budget de l'an dernier, nous avons annoncé notre intention d'introduire en 2018-2019 une taxe sur les boissons sucrées afin d'en décourager la consommation. L'excès de sucre dans l'alimentation de nombreux résidents constituant un sérieux enjeu de santé publique, cette taxe est l'un des moyens suggérés pour lutter contre certains problèmes de santé, comme l'obésité et le diabète, et pour améliorer la santé buccodentaire. Nous continuerons de concevoir l'approche proposée avec les parties intéressées et de solliciter l'avis des résidents.

En novembre, nous avons publié le plan par lequel nous comptons nous acquitter de nos responsabilités dans le cadre de l'initiative fédérale de légalisation du cannabis en juillet 2018; nous devrions présenter un projet de loi à ce sujet ce mois-ci. En décembre, les ministres canadiens des Finances ont conclu une entente de principe sur le régime de taxation qui, nous l'espérons, sera le plus efficace pour limiter la consommation de cannabis chez les jeunes et éliminer le marché noir, autant que faire se peut. Une fois cette entente de deux ans officialisée, le GTNO recevra 75 % des recettes tirées de la taxe d'accise fédérale sur le cannabis perçue dans le territoire, jusqu'à concurrence du plafond fédéral de 100 millions de dollars, et la totalité des recettes dépassant ce plafond.

Le budget 2018-2019 ne contient pas de prévisions des recettes générées par la taxation du cannabis puisque la loi fédérale sur la légalisation du cannabis n'a pas encore été adoptée. Selon les estimations préliminaires, ces recettes seront modestes, et il y aura sans doute une certaine augmentation des pressions sur les dépenses.

Comme l'indique le budget de l'an dernier, nous avons signé le *Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques*, qui fait de la tarification du carbone l'un des principaux outils de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette année, nous avons étudié les répercussions de la tarification du carbone sur l'économie ténosé et le coût de la vie dans le territoire, et avons consulté le public sur la question par la voie d'un sondage en ligne. Plus tard dans le courant de l'année, le GTNO annoncera son projet de tarification du carbone, qui sera assorti de mesures adéquates pour en atténuer les effets sur le coût – déjà élevé – de la vie et des affaires aux Territoires du Nord-Ouest. Nous espérons aussi poursuivre nos discussions concernant l'engagement du premier ministre du Canada à collaborer avec nous pour tenir compte de notre situation particulière et à limiter les répercussions sur la formule de financement des territoires.

Perspectives d'avenir

Monsieur le Président, il est ici question de nos attentes à l'égard des retombées de nos changements. Nous préparons l'avenir en transformant notre façon d'offrir nos programmes et services, et nous réalisons les investissements nécessaires pour soutenir l'économie, aider nos collectivités et offrir aux résidents les conditions propices pour saisir les occasions d'améliorer leur sort à long terme. Deux ans avant que ne commence la prochaine législature, nous continuons à chercher des moyens d'améliorer l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

L'économie ténosé continue de reposer sur l'exploitation des ressources. Mais nous ne pouvons tenir pour acquis qu'il en sera toujours ainsi, la réalité étant que nos mines de diamants arrivent en fin de vie. Notre défi – et, peut-être, notre legs – tient

de notre capacité à réaliser des investissements publics qui renforcent nos assises économiques tout en soutenant les initiatives de diversification. Nous devons veiller à nous doter des infrastructures ainsi que des lois et règlements nécessaires pour atteindre notre objectif pour le Nord, soit une approche équilibrée en matière d'économie et d'environnement.

Nos investissements dans l'éducation de nos enfants donneront à la prochaine génération de meilleures chances de réussir, et créeront une main-d'œuvre instruite ayant les compétences et les connaissances nécessaires pour profiter de toutes les possibilités qui émergent aux Territoires du Nord-Ouest. Nous investissons à long terme, sur un horizon qui s'étend pratiquement sur une génération.

À l'heure actuelle, nous sommes confrontés à de sérieux enjeux sociaux et sanitaires; nous effectuons donc des investissements pour aider nos résidents et remédier aux problèmes sociaux complexes dont souffrent nombre d'entre eux. Nous envisageons un avenir où la population, épanouie et en santé, tirera avantage de notre capacité renforcée à offrir des services de santé à domicile et en établissement. Nous voulons que les résidents profitent dès aujourd'hui de la hausse des investissements dans le traitement des problèmes de santé mentale et des dépendances pour qu'ils aient droit à un avenir meilleur.

Nous savons que notre territoire est vraiment extraordinaire, et nos investissements l'aideront à le demeurer. Parallèlement, nous voyons une transformation rapide de notre environnement sous l'effet des changements climatiques. Nos terres sont essentielles au bien-être des Ténos; par nos investissements, nous honorons notre devoir d'intendance responsable et de protection en assurant la conservation du territoire, des eaux et de la faune. Nous investissons dans nos traditions, notre culture, notre avenir.

L'Assemblée a tout mis en œuvre pour investir concrètement dans l'avenir des Ténos tout en respectant sa stratégie budgétaire et son plan financier et en relevant les défis associés au rétablissement de la viabilité budgétaire qui rend ces investissements possibles.

Conclusion

Monsieur le Président, la 18^e Assemblée législative a géré avec brio la croissance des dépenses, un impératif qui a gagné en importance dans un contexte où la croissance des recettes a fléchi. Nous avons pu, grâce à une gestion prudente des dépenses, proposer dans ce budget des investissements considérables afin d'induire des changements dans la prestation des programmes et de créer des initiatives pour bâtir un avenir meilleur. Nos nouvelles dépenses visent à tirer parti de la réussite des initiatives passées et à donner suite à nos priorités par un financement accru

d'importants programmes et services, pour aider les résidents là où leurs besoins sont les plus criants.

Nous ne pouvons pas nous arrêter maintenant. À cause de perturbations des recettes indépendantes de notre volonté, nous accusons un retard par rapport à notre plan financier. Force est d'admettre que nous continuons d'alourdir la dette qui sera léguée aux futures générations de résidents. Mais n'oublions pas que la diminution des recettes cette année et l'année prochaine et le ralentissement de leur progression à long terme sont le reflet de l'état de notre économie et illustrent l'importance cruciale d'effectuer des investissements qui porteront la croissance de demain.

Même si notre situation budgétaire pose certains défis, nous demeurons résolus à réduire nos dépenses pour générer des excédents de fonctionnement successifs qui, conjugués à des emprunts prudents, sont essentiels à la réalisation d'investissements dont les Ténos récolteront les fruits pendant des dizaines d'années. Ces investissements dans nos priorités aident les résidents d'aujourd'hui, et profiteront aussi aux prochaines générations, en leur garantissant un environnement bien géré qui contribue à leur bien-être et à leur qualité de vie ainsi qu'une économie forte qui crée des emplois et des débouchés dans nos collectivités.

Grâce aux mesures déjà prises par cette Assemblée pour assurer une gestion responsable des finances, notre stratégie budgétaire avance comme prévu. Et notre plan financier fonctionne. Avec le soutien constant de l'Assemblée, nous pourrons redresser notre cadre budgétaire tout en continuant d'investir pour un avenir meilleur.

Merci, Monsieur le Président.